

COMMUNIQUE DE PRESSE

Non revalorisation salariale : Un coup massif supplémentaire porté aux fonctionnaires

Le ministre de la Fonction publique vient d'annoncer une « année blanche » pour les fonctionnaires. Dans sa grande « mansuétude », Jean-Paul Delevoye fait un « cadeau » de 0,5% d'augmentation du point d'indice pour 2004 et annonce de nouvelles pseudos méthodes de concertation.

Le budget 2003 et le projet de loi de finances pour 2004 étaient déjà catastrophiques pour l'ensemble de la Fonction Publique. Les suppressions d'emplois, les soi-disantes réformes visent à casser la fonction publique et les missions de service public. Les différentes mesures annoncées par le gouvernement comme la réforme de la notation et la rémunération au mérite ne sont qu'une partie acérée d'un iceberg préparé pour couler l'ensemble de la fonction publique.

Le refus du gouvernement de toute augmentation de la valeur du point d'indice s'inscrit dans cette logique. Arguant du fait que les caisses de l'Etat sont vides, Jean-paul Delevoye déclare être obligé de refuser toute revalorisation salariale.

Mais si les caisses de l'Etat sont vides c'est principalement dû aux cadeaux fiscaux et économiques donnés aux grandes entreprises et aux ménages les plus aisés.

Après la contre-réforme des retraites, la présentation prochaine devant le conseil supérieur de la fonction publique des mesures permettant la suppression d'un jour férié, cette « non-augmentation » est un coup supplémentaire porté contre les agents de l'Etat.

Cette décision va accentuer la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires qui continue ainsi à se creuser d'année en année.

Même les bas salaires n'ont pas été revalorisés, alors que de plus en plus de personnels de la fonction publique se retrouvent dans de graves difficultés financières.

L'union syndicale G10 solidaires exige du gouvernement une augmentation immédiate du point d'indice et un rattrapage du pouvoir d'achat perdu ces dernières années.

Les choix économiques et sociaux idéologiques du gouvernement démontrent que sa politique est clientéliste et tournée vers la France des hauts comptes bancaires. Cette politique est méprisante envers tous les salariés, les précaires, les chômeurs de ce pays et, il l'a démontré une nouvelle fois envers les fonctionnaires.

Les pseudos concertations futures annoncées par le ministre de la fonction publique visent à remettre en cause l'évolution des rémunérations, et à faire croire que le dialogue social existe encore alors qu'il est bafoué.

Retraites, jour férié supprimé, contre-réforme, refus de reconnaître les qualifications, décentralisation, suppressions massives d'emploi, et maintenant refus de revalorisation salariale.

L'union syndicale G10 Solidaires prendra contact très rapidement avec les autres fédérations de fonctionnaires pour répondre au mépris du gouvernement.

L'union syndicale G10 Solidaires « fonction publique » appelle tous les fonctionnaires à réfléchir à la riposte nécessaire pour faire entendre leurs voix à un gouvernement décidément assourdi par les ordres du MEDEF.

UNION SYNDICALE G10 SOLIDAIRES « FONCTIONNAIRES ET ASSIMILES »

93 Bis rue de Montreuil 75011 Paris tel : 01 58 39 30 11 mel : contact@solidaires.org

Snucrf, Solidaires Douanes, Snui, SU au Trésor, Sud Anpe, Sud Cdc, Sud Centrale, Sud collectivités Territoriales, Sud Culture, Sud Education, Sud Ptt, Sud Rural, Sud Santé Sociaux, Sud Travail, SU Industrie, Sud Justice, Sud Recherche